



## COMMUNIQUÉ

### Pour voter, il faut avoir mangé

**Montréal, le vendredi 16 octobre 2015.** À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation proposée chaque année par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Regroupement des cuisines collectives du Québec invite les candidats au poste de députés du prochain parlement canadien à formuler et mettre en œuvre un « panier de mesures publiques » capables de faire du droit à l'alimentation une réalité.

Rappelons que le Canada a joint et signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), il y aura 40 ans en mai 2016. Ce pacte érige notamment l'alimentation au rang de droit fondamental. Toutefois, seuls les pays ayant transcrit cet engagement de principe dans leur constitution ou dans des lois ou programmes nationaux se sont obligés à le réaliser. Le Canada ne l'a pas fait. Depuis le passage inédit, en 2012, du Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation dans un pays riche, en l'occurrence le Canada, rien n'a changé. Les *Bilans faim* réalisés annuellement par les grandes banques alimentaires du pays se succèdent et confirment le constat d'Olivier De Schutter : un Canadien sur dix a faim au moins épisodiquement. Souvent, ce Canadien a un travail.

Paradoxalement, plus de Canadiens encore (+ de 50%) souffrent de surcharge pondérale. « *De nombreux spécialistes de la santé publique en alimentation s'entendent pour dire que l'approche individualiste prescrivant QUOI MANGER aux citoyens « ne fait pas le poids » devant la force du marketing alimentaire. Qu'il faut plutôt s'adresser à l'offre alimentaire et au COMMENT MANGER* » défend le coordonnateur général du RCCQ, Frédéric Paré. « *Le mouvement des cuisines collectives fait clairement partie de la solution car il « encapacite » les citoyens face à une offre alimentaire débridée qui ne requiert aucun savoir-faire. Les opérateurs économiques du système alimentaire ont leur politique agroalimentaire ou agricole. Maintenant, nous avons besoin d'une politique résolument et réellement alimentaire, élaborée pour les mangeurs* », rajoute-t-il.

C'est aussi la raison pour laquelle le RCCQ invite toute la population québécoise à profiter de l'abondance d'automne pour cuisiner et mettre en conserve les denrées agricoles de base. En famille, entre amis ou au sein d'une cuisine collective, la préparation de repas est une activité de résistance à la vie chère et trop rapide et à la perte d'autonomie alimentaire. Lorsque ce besoin de base sera comblé, les citoyens qui en sont privés pourront s'intéresser au vivre ensemble, à la politique, nous rappellerait le psychologue humaniste Abraham Maslow.

Le mouvement des cuisines collectives, c'est 1300 groupes permettant à près de 10 000 citoyens de se préparer annuellement plus de 1,3 million de portions. Depuis 25 ans cette année, le RCCQ regroupe, anime et soutient ce vaste mouvement déployé sur l'ensemble du territoire québécois.